

## 20.3 Banques - Assurances

La valeur ajoutée des **sociétés financières** décroît légèrement en 2015 mais les évolutions sont contrastées au sein du secteur.

La valeur ajoutée des **intermédiaires financiers hors sociétés d'assurance (IF)** continue de croître en 2015, mais moins fortement qu'en 2014 (+ 3,0 %, après + 6,2 %). Une nouvelle fois, cette hausse provient principalement de la production de **services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)** (+ 6,2 %) et donc indirectement de la baisse du coût de refinancement des **banques** (- 31 points de base). Cette réduction n'est pas complètement répercutée par les banques sur les taux appliqués à la clientèle pour leur crédit : la diminution de 17 points de base du taux d'intérêt moyen sur les crédits conduit à une augmentation de la marge d'intermédiation sur les crédits de 14 points de base. En revanche, la marge d'intermédiation sur les dépôts se contracte (- 13 points de base) du fait d'une baisse du taux moyen de rémunération des dépôts de seulement 18 points de base. Au total, la marge globale d'intermédiation augmente faiblement (+ 2 points de base). La production de services facturés à la clientèle, mesurée par les commissions, recule légèrement (- 1,2 %), de sorte que la hausse de la production totale des intermédiaires financiers se limite à 1,7 %.

À l'inverse, la valeur ajoutée des sociétés d'**assurance**, déjà mal orientée en 2014, se replie très nettement en 2015 (- 16,1 %, après - 3,8 %). La production de services des sociétés d'assurance baisse de 1,9 % en valeur, prolongeant le recul de 3,2 % enregistré en 2014. Cette diminution est essentiellement imputable aux revenus distribués d'assurance-vie. En effet, les taux de rendement des contrats continuent de baisser : les contrats en supports euros sont passés d'un rendement moyen de 2,5 % en 2014 à 2,3 % en 2015. Cependant, le recul général des taux de rendement des principaux instruments d'épargne financière des ménages a renforcé l'attractivité de l'assurance-vie qui enregistre de fait une collecte nette positive en 2015, à hauteur de 24,6 milliards d'euros. Par ailleurs, l'entrée en vigueur de la loi Hamon en 2014 favorisant la concurrence chez les assureurs a entraîné une stabilité globale de la production d'assurance dommages en 2015. La hausse des cotisations d'assurance de biens et de responsabilité est contenue pour les particuliers. Ainsi, l'augmentation des cotisations au titre de l'assurance automobile reste limitée (+ 1,5 %) malgré la forte progression des immatriculations de voitures neuves. Parallèlement, le secteur des entreprises connaît un léger repli (- 0,5 %) sur les cotisations de biens et responsabilité. ■

### Définitions

**Assurance** : engagement donné par contrat, par un assureur à un assuré, de le garantir en cas de survenance d'un événement incertain affectant sa personne, ses biens ou sa responsabilité. Cette garantie est donnée contre le paiement d'une cotisation.

**Banque** : catégorie d'établissements de crédit autorisée par la loi à réaliser toutes les opérations de banque. Les opérations de banque comprennent la collecte des fonds auprès du public, la réalisation d'opérations de crédit et l'offre de services bancaires de paiement (dont la délivrance de chèques).

**Intermédiaires financiers hors sociétés d'assurance (IF)** : ensemble regroupant, pour l'essentiel, la Banque de France, les établissements de crédit et les fonds d'investissement (organismes de placement collectif monétaires, non monétaires et assimilés).

**Sociétés financières** : ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (banque et assurance) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires.

**Banque coopérative ou mutualiste, caisse de crédit municipal, établissement de crédit, fonds d'investissement, réassurance, services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2016.
- « Les comptes de la Nation en 2015 – Le PIB et le pouvoir d'achat des ménages accélèrent, l'investissement se redresse », *Insee Première* n° 1597, mai 2016.
- « Rapport annuel 2015 », Banque de France, mai 2016.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Compte non financier des intermédiaires financiers

en milliards d'euros

	2014 (r)	2015	15/14 en %
<b>Production (a)</b>	<b>136,4</b>	<b>138,8</b>	<b>1,7</b>
Sifim (a1)	52,8	56,1	6,2
Production facturée (a2)	82,3	81,3	-1,2
Production pour compte propre (a3)	1,3	1,4	5,6
<b>Consommation intermédiaire (b)</b>	<b>66,5</b>	<b>66,8</b>	<b>0,4</b>
<b>Valeur ajoutée brute (c = a - b)</b>	<b>69,9</b>	<b>72,0</b>	<b>3,0</b>
Salaires et cotisations sociales (y c. imputées) (d1)	33,9	33,3	-1,9
Impôts liés à la production - subventions d'exploitation (d2)	4,9	5,0	1,8
<b>Excédent brut d'exploitation (e = c - d1 - d2)</b>	<b>31,0</b>	<b>33,7</b>	<b>8,5</b>
Intérêts reçus (f)	126,5	98,4	-22,2
Dividendes reçus (g)	27,8	32,5	16,8
Bénéfices réinvestis d'investissements directs à l'étranger (nets) (h)	1,4	1,5	6,2
Intérêts versés (j)	121,0	102,0	-15,7
Dividendes versés (k)	12,4	15,0	21,5
<b>Solde des revenus primaires (m)</b>	<b>31,7</b>	<b>27,7</b>	<b>-12,7</b>
Impôts courants (n)	8,8	8,9	1,7
Formation brute de capital fixe (q)	14,1	15,3	8,3
Autres transferts courants divers (r)	-5,1	-1,5	69,5
<b>Capacité de financement (s)</b>	<b>5,2</b>	<b>3,3</b>	<b>-37,5</b>
<b>Ratios (en %)</b>			
Taux de valeur ajoutée (c/a)	51,2	51,9	///
Part des Sifim dans la production (a1/a)	38,7	40,4	///
Part des services facturés dans la production (a2/a)	60,3	58,6	///
Taux de marge (e/c)	44,4	46,8	///
Taux d'investissement (q/c)	20,2	21,3	///

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Compte non financier des sociétés d'assurance

en milliards d'euros

	2014 (r)	2015	15/14 en %
<b>Production (a)</b>	<b>64,5</b>	<b>63,3</b>	<b>-1,9</b>
Assurance-vie (a1)	16,3	15,1	-7,4
Assurance-dommages (a2)	34,6	34,8	0,7
Réassurance (a3)	7,1	6,7	-4,5
Autres activités (logement, auxiliaires financiers, informatique) (a4)	6,6	6,7	1,2
<b>Consommation intermédiaire (b)</b>	<b>49,5</b>	<b>50,7</b>	<b>2,4</b>
<b>Valeur ajoutée brute (c = a - b)</b>	<b>15,0</b>	<b>12,6</b>	<b>-16,1</b>
Salaires et cotisations sociales (y c. imputées) (d1)	9,7	9,9	2,2
Impôts liés à la production - subventions d'exploitation (d2)	1,2	1,2	-5,2
<b>Excédent brut d'exploitation (e = c - d1 - d2)</b>	<b>4,1</b>	<b>1,5</b>	<b>-62,8</b>
<b>Solde des revenus primaires</b>	<b>5,6</b>	<b>2,4</b>	<b>-57,7</b>
<b>Capacité / besoin de financement</b>	<b>-3,3</b>	<b>-7,1</b>	<b>///</b>
<b>Ratios (en %)</b>			
Taux de valeur ajoutée (c/a)	23,3	19,9	///
Part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée brute (d1/c)	64,6	78,6	///

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Établissements de crédit agréés

Au 31 décembre	2014	2015
Banques	187	180
Banques mutualistes ou coopératives	91	90
Caisses de crédit municipal	18	18
<b>Banques<sup>1</sup></b>	<b>296</b>	<b>288</b>
Établissements de crédit spécialisés <sup>2</sup>	106	95
Autres établissements <sup>3</sup>	66	68
<b>Total</b>	<b>468</b>	<b>451</b>

1. Établissements habilités à traiter toutes opérations de banque.

2. Ex-sociétés financières à fin 2013.

3. Succursales d'établissements de crédit de l'Espace économique européen relevant du libre établissement.

Source : Banque de France.

## Moyens de paiement de masse en 2015

	Opérations quotidiennes en milliers	Montants quotidiens en millions d'euros
Chèques	6 933	3 509
Virements	8 150	11 936
LCR et BOR <sup>1</sup>	264	862
Débits directs <sup>2</sup>	9 285	3 919
Paiements par cartes <sup>3</sup>	28 419	1 269
Retraits par cartes <sup>3</sup>	2 341	149
<b>Total</b>	<b>55 391</b>	<b>21 644</b>

1. Lettre de change relevé et billet à ordre relevé.

2. Prélèvements, TIP et téléversements.

3. Y c. les paiements et les retraits effectués en France et à l'étranger avec des cartes interbancaires et privatives émises en France.

Source : Banque de France.

## Avertissement

*Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.*

*Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.*

*Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.*

*Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.*

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

## Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème  
et de la double page

### 11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et  
en couleur sont  
définis plus bas ou  
dans la rubrique  
« Définitions »  
en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-  
page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page

Toutes les définitions  
sont regroupées dans la  
rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables  
gratuitement pour  
approfondir le sujet  
Adresses des sites  
Internet à retrouver dans  
la rubrique « Adresses  
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (– 0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à + 0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à + 0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (– 17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (– 9,3 % pour le gazole, – 6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

#### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

#### Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

(– 7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (– 3,9 % fin 2015, après – 2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (– 0,2 % fin 2015, contre + 0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+ 1,2 % en moyenne, après + 1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+ 8,9 %, après + 4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+ 0,6 %, après – 0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+ 5,3 % en moyenne en 2015, après – 4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Évolution 15/14			Fonction de consommation	Évolution 15/14		
	Pondération <sup>1</sup> 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>		Pondération <sup>1</sup> 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	Transport	1 504	-1,5	-1,1
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 801</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et equip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Verre, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Éducation	23	1,5	1,2
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Soins personnels	290	-0,2	0,1
				Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
				Protection sociale	434	1,6	1,4
				Assurances	250	2,6	2,9
				Services financiers	67	0,7	0,7
				Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.  
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.  
Note : base 100 en 2015.  
Champ : ensemble des ménages.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

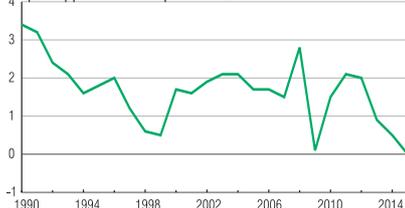
Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	-0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	-0,6	Malte	1,3
Espagne	-0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	-0,2	Portugal	0,3
Finlande	-0,2	Slovaquie	-0,5
<b>France</b>	<b>0,3</b>	Slovénie	-0,6
Grèce	0,4	<b>Zone euro</b>	<b>0,2</b>
Irlande	0,2	<b>UE</b>	<b>0,2</b>
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.  
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales